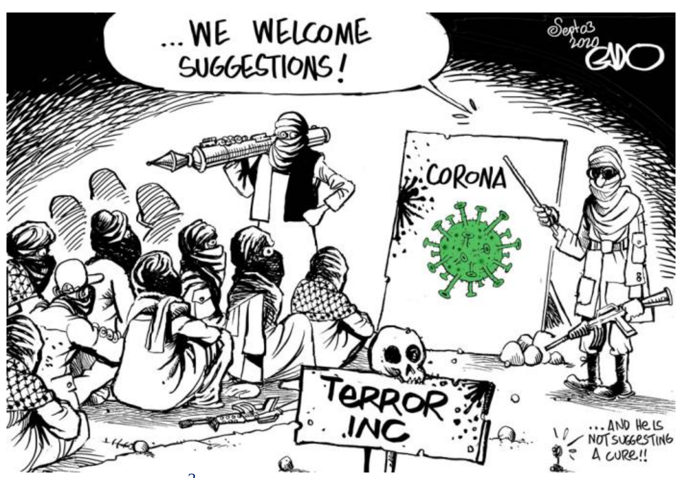
L'impact du terrorisme islamiste sur l'économie informelle africaine: le Kenya, comparé au Ghana et au Sénégal

Dirk Kohnert [1]

'Terroristes et COVID-19'
'Nous accueillons les suggestions … et cela ne suggère pas un remède !!'



Source: *Gado*,[2], *The Elephant*, Nairobi, 3 septembre 2020

Résumé : L'Afrique subsaharienne est devenue ces dernières années l'épicentre mondial du terrorisme islamiste. L'impact du terrorisme sur l'économie a une incidence négative sur le secteur formel et un effet positif sur le secteur informel. Cela est dû, entre autres, aux économies de développement peu diversifiées des pays africains et à l'impact spécifique de classe du terrorisme sur le bien-être. Le terrorisme transnational amplifie à la fois les effets négatifs et positifs. Les pays africains qui ont gravement souffert de ces attaques sont la Somalie, le Kenya, le Nigeria, le Mali, le Burkina Faso, le Soudan du Sud, la Libye et l'Égypte. Mais même les pays d'Afrique de l'Ouest, comme le Ghana et le Sénégal, qui ont jusqu'ici été épargnés par les attentats terroristes, la menace grandit et les effets économiques sont déjà tangibles. Étant donné que le secteur informel, c'est-à-dire l'économie souterraine avec toutes ses facettes ambivalentes, y compris la criminalité transfrontalière, est encore dominant dans de nombreux pays africains, en particulier en Afrique de l'Ouest, ce secteur revêt une importance particulière. C'est encore l'un des plus grands au monde. La lutte contre le terrorisme n'est pas seulement une question militaire. Dans le domaine économique, aussi, il faut le combattre à la racine. Étant donné que la plupart des pauvres africains vivent dans et à partir du secteur informel, qui est également un terreau fertile pour les activités criminelles telles que la traite des êtres humains de toute sorte, le blanchiment d'argent et les terroristes, ils souffrent le plus des conséquences négatives. Les sources de financement des terroristes proviennent souvent du produit du commerce illégal. Les liens étroits entre groupes criminels et terroristes peuvent saper les fondements mêmes de l'État républicain et affaiblir les institutions démocratiques.

Mots clés : Ghana. Kenya, Sénégal, Afrique sub-saharienne, Afrique de l'Ouest, terrorisme islamiste, islamisme, crime organisé, économie informelle, économie souterraine, État fragile, pauvreté, extrémisme, État islamique, trafic de stupéfiants, trafic d'armes, trafic, Nigeria, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, Somalie, Soudan du Sud, Postcolonialisme, Études africaines

JEL-Code: E26, F13, F35, F52, F54, H56, N17, N47, O17, P16, P26, Z13

---

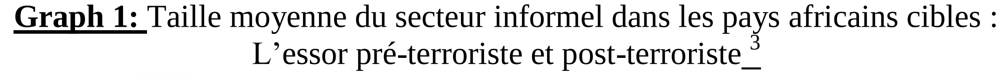
[1] Dirk Kohnert, expert associé, GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg, Allemagne. Projet : 27 juin 2022

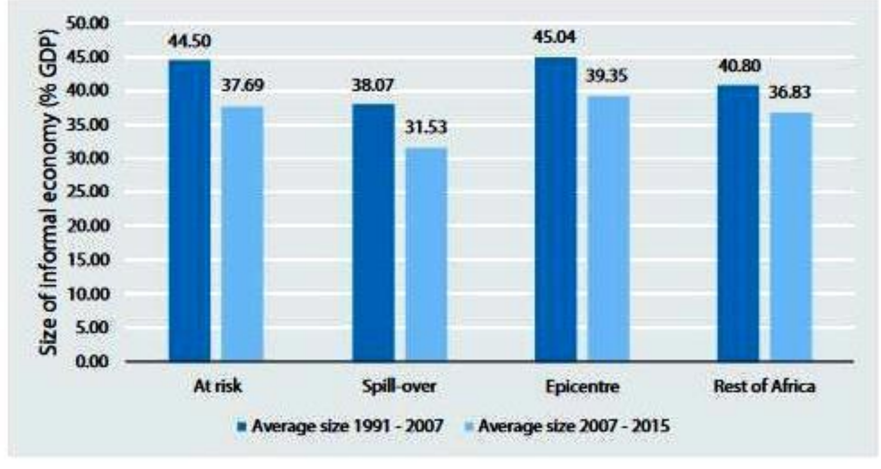
[2] Gado cartoons on twitter, © (all rights reserved); 'Godfrey Mwampembwa, nom de plume Gado (1969), est un caricaturiste politique, animateur et dessinateur de bandes dessinées né en Tanzanie. Il est le caricaturiste politique le plus syndiqué d'Afrique orientale et centrale', Gado comics, Wikipedia.

1. Introduction

L'Afrique subsaharienne est devenue ces dernières années un épicentre mondial du terrorisme islamiste, alors que le nombre de décès dans le monde a diminué (Global Terrorism Index (GTI), 2022). Alors que le terrorisme dans les États industrialisés occidentaux a considérablement diminué, avec des attaques en baisse de 68 %, l'Afrique subsaharienne a représenté 48 % des décès causés par le terrorisme mondial. La zone du Sahel ouest-africain abritait les groupes terroristes les plus dynamiques et les plus meurtriers au monde. L'État islamique (EI) a remplacé les talibans en tant que groupe terroriste le plus meurtrier au monde en 2021, avec 15 morts par attaque au Niger (Global Terrorism Index, 2022). Le déclenchement de la pandémie de COVID-19 a encore accru la menace terroriste. Les activités des groupes extrémistes violents et terroristes en Afrique de l'Ouest ont augmenté. Depuis janvier 2021, des attaques très médiatisées par des groupes affiliés à l'État islamique (ISIS) et à Al-Qaïda ont été enregistrées au Burkina Faso, au Mali et au Niger (Aubyn, 2021).

De manière générale, l'impact du terrorisme islamiste sur l'économie des pays africains attaqués a une incidence négative sur le secteur formel et un effet positif sur le secteur informel (Sekrafi & Abid &Assidi, 2020). Néanmoins, une étude approfondie du PNUD, publiée en 2019, a révélé que le déclin du commerce informel dans les pays cible du terrorisme depuis la recrudescence des activités extrémistes était supérieur au déclin moyen en Afrique. Cela peut avoir un impact sérieux sur les impôts, la sécurité et d'autres biens publics, ainsi que sur le suivi des flux de biens et de services (PNUD, 2019). Le rapport du PNUD a estimé que 16 des 18 pays cibles ont perdu en moyenne US$ 97 Mrd par an dans l'activité économique informelle depuis 2007. Bien que le terrorisme puisse augmenter l'activité économique informelle en poussant les activités du secteur formel vers la sphère informelle, par ex. parce que les réglementations deviennent plus difficiles à appliquer et que les marchés sont perturbés. Pourtant, bien que le secteur informel soit généralement plus résistant aux perturbations et à la violence que le secteur formel, il souffre lui aussi (UNDP, 2019). En outre, l'étude du PNUD a révélé que les pays africains subissant les effets d'entraînement du terrorisme des États voisins et ceux risquant d'être attaqués ont vu une baisse substantielle des activités du secteur informel (UNDP, 2019).

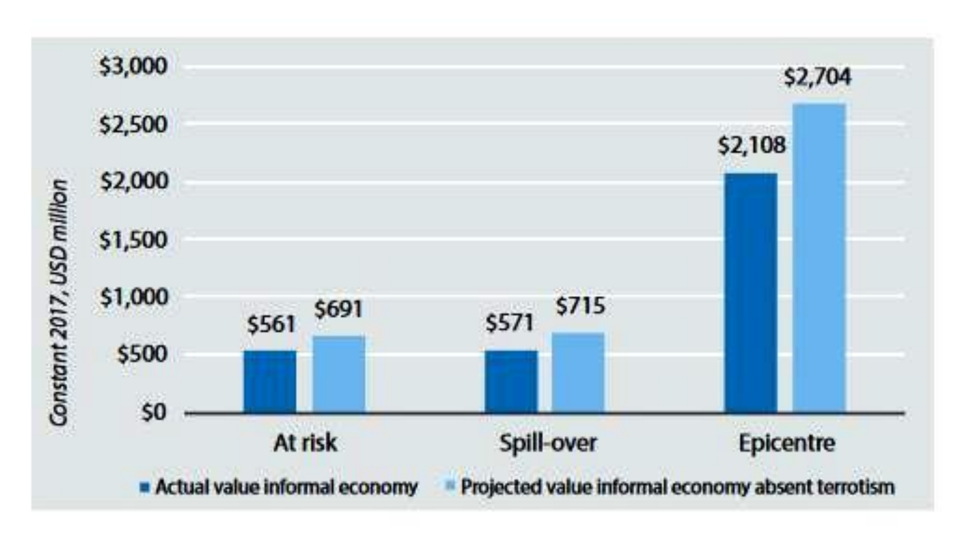

Graph 1: Taille moyenne du secteur informel dans les pays africains cibles : L'essor pré-terroriste et post-terroriste[3]



Source: UNDP, 2019

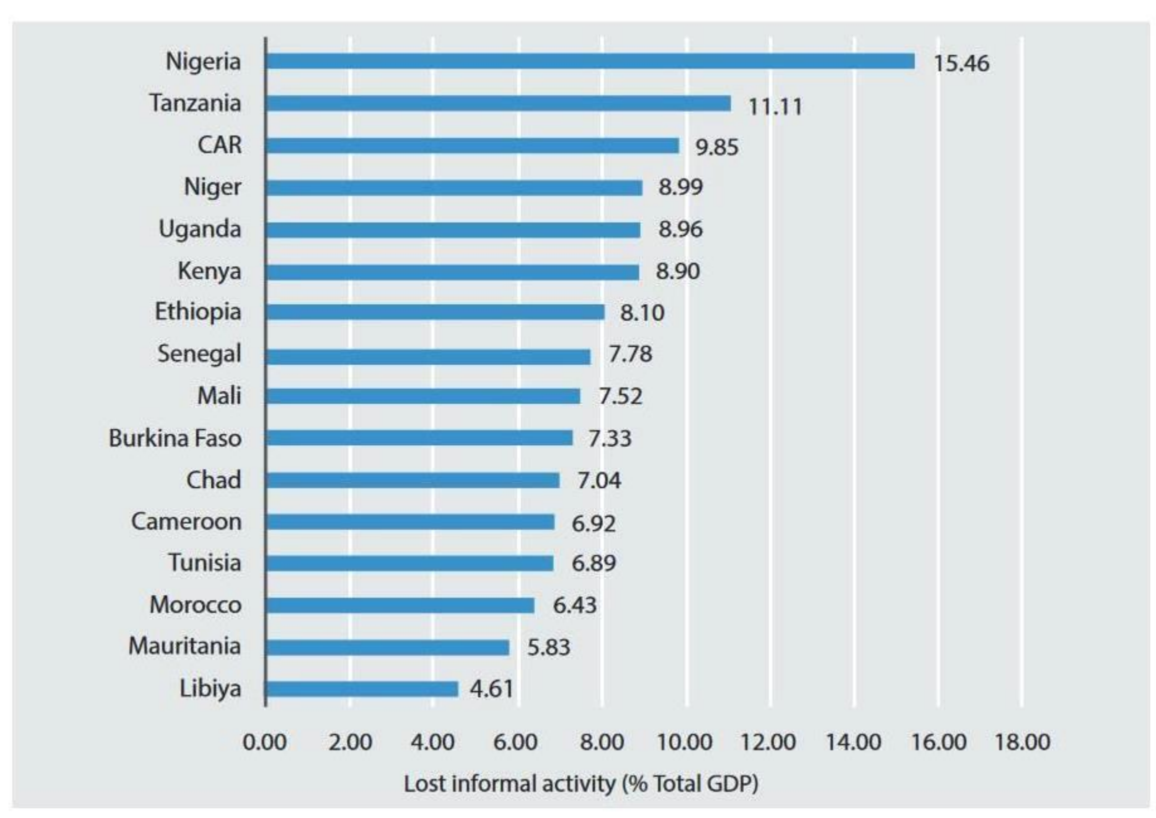
[3] Les pays constituant le groupe des enchaînées et à risque ont connu les baisses les plus importantes de la taille moyenne de l'activité économique informelle (UNDP, 2019).

Graph 2: Valeur réelle et anticipée de l'économie informelle dans les pays africains cibles du terrorisme, 2007-2015 [4]



Source: UNDP, 2019

Graph 3: Perte de valeur ajoutée de l'activité économique informelle en % du PIB, 2007-2015 [5]



Source: UNDP, 2019

[4] Les pays épicentres, qui ont été les plus touchés par le terrorisme, ont subi la plus grande perte de valeur ajoutée potentielle de l'économie informelle (UNDP, 2019).

[5] La valeur perdue de l'activité économique entre 2007 et 2015 dans les pays africains ciblés variait de 4,6 % du PIB en Libye à 15 % au Nigeria. Au Kenya, elle représentait 8,9 % et au Sénégal, pourtant non attaqué directement, 7,8 %.

Le commerce, y compris le commerce transnational et le commerce transfrontalier informel, peut être poussé vers la clandestinité, soit comme effet direct d'attentats terroristes, soit en raison du renforcement des réglementations et de la sécurité du gouvernement en réponse au terrorisme. Selon les estimations du PNUD, le commerce transfrontalier informel représente jusqu'à 43 % du PIB des pays africains. Dans de nombreux cas, il équivalait à près de 90 % des flux commerciaux officiels (UNDP, 2019).

Entre autres, cela peut être dû aux économies en développement peu diversifiées dans les pays touchés et à l'impact spécifique du terrorisme sur le bien-être avec des effets persistants. Ces derniers peuvent inclure une baisse des ventes, des revenus et de l'emploi, une augmentation des coûts de transaction dans les secteurs concernés ainsi qu'une augmentation de la pauvreté, de la faim et de la détresse des Africains pauvres. On dit que le terrorisme transnational renforce encore plus les effets négatifs et positifs (Sekrafi & Abid &Assidi, 2020).

Pour mieux comprendre le terrorisme islamiste, il est important de considérer ses racines, sa logique inhérente et ses lignes d'action. Outre Al-Qaïda, l'EI, la « Province de l'Afrique de l'Ouest de l'État Islamique » (PAOEI) et Boko Haram, plusieurs autres organisations islamistes extrémistes ont perpétré des attentats terroristes en Afrique subsaharienne (ASS). Par exemple, une branche d'Al-Qaïda au Mali a intensifié les attaques au Sahel, y compris une série d'attentats à l'explosif visant le personnel de sécurité français et onusien (Bayrakdar & Kocan & Estelle, 2021). Les questions centrales dans ce contexte sont, pourquoi, et depuis quand, ces groupes ont-ils revendiqué l'islam pour légitimer leurs actions cruelles ? Comment agissent-ils exactement, quelles sont leurs stratégies et leurs méthodes et comment sont-ils financés ? (Guidère, 2017 ; Namaïwa, 2017). Depuis les attentats des ambassades américaines en Afrique du 7 août 1998 à Dar es Salaam (Tanzanie) et Nairobi (Kenya) en 1998, le terrorisme islamiste s'est propagé en ASS. Parmi les pays qui ont durement souffert de ces attaques figurent la Somalie, le Kenya, le Nigeria, le Mali, le Burkina Faso, le Soudan du Sud, la Libye et l'Égypte (Gyamfi, 2018).

Lors des derniers attentats au Burkina Faso le 11 juin 2022, au moins 79 personnes ont été tuées lors de l'assaut de terroristes islamistes à Seytenga, une ville à 15 km de la frontière avec le Niger, certains médias rapportant jusqu'à 200 morts. C'était l'incident le plus meurtrier au Burkina Faso depuis que plus de 130 personnes ont été tuées dans un massacre près de Solhan en juin 2021 (Saltmarsh, 2022). Les attaques terroristes islamistes dans le pays ont commencé en 2015 lorsque des militants ont lancé des raids transfrontaliers depuis le Mali (ZamWild, 2022). Depuis le 12 juin, près de 16 000 Burkinabé, pour la plupart des femmes et des enfants, ont fui après l'attaque vers Dori, la capitale de la province du Séno, dans l'est du Burkina Faso. Des vagues de déplacement consécutives ont fait quintupler la population de Dori avec près de 76 000 déplacés burkinabés, ainsi que quelque 20 000 réfugiés du Mali. De plus, des groupes armés ont attaqué les approvisionnements en eau et les infrastructures dans la région, notamment une attaque récente contre le principal approvisionnement en eau de Dori (Saltmarsh, 2022). Les villageois qui avaient fui Seytenga ont accusé l'armée d'avoir abandonné la ville alors que les terroristes attaquaient. Ces derniers se seraient déplacés sans entraves à travers le village en tirant, incendiant et pillant (ZamWild, 2022). Paradoxalement, le chef rebelle Paul-Henri Sandaogo Damiba, un officier militaire burkinabé qui n'avait renversé le Président Kaboré lors d'un coup d'État que le 24 janvier 2022, avait justifié le coup d'État par l'incompétence de l'élite politique du pays à protéger la population et à affronter les insurgés islamistes (ZamWild, 2022).

Mais même dans les États d'Afrique de l'Ouest jusqu'ici épargnés par les attaques terroristes, comme le Ghana et le Sénégal, la menace grandit et les effets économiques, par exemple sur les dépenses de sécurité, sont déjà perceptibles (Aubyn, 2021; Bamba, 2014; Meservey, 2021).

Les liens historiques, culturels, commerciaux et politiques étroits entre les États du Sahel, où les terroristes sont déjà actifs, et les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest largement épargnés jusqu'à présent, exposent également ces derniers à des agressions violentes au-delà du refuge des terroristes dans le désert du Sahel. L'emploi régulier de travailleurs migrants saisonniers en provenance des pays du Sahel comme le Burkina Faso et le Niger, notamment vers le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana, et les conflits séculaires qui y sont liés entre les colons locaux et les migrants aggravent le problème. Ainsi, la présence de travailleurs migrants du Burkina Faso en Côte d'Ivoire et au Ghana a aggravé les violences locales concernant les conflits fonciers et de chefferie (Aubyn, 2021). Il en va de même pour la participation supposée des terroristes à l'exploitation minière artisanale de l'or, pour la plupart illégale, au Ghana et au Togo (Akoda, 2018) qui tend à exacerber les griefs locaux concernant les opérations offensives du gouvernement contre les mineurs illégaux, connus localement sous le nom de *galamseys* ou orpailleurs dans les États francophones voisins. L'attaque terroriste par des hommes armés d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) contre une station balnéaire ivoirienne à Grand-Bassam en 2016 en était un exemple. De plus, une présence terroriste a déjà été signalée dans les régions du nord des États côtiers limitrophes du Bénin, du Togo et du Ghana (Aubyn, 2021). Ainsi, des attentats terroristes dans le nord du Bénin entre fin novembre 2021 et janvier 2022 ont fait plusieurs morts. De plus, le Togo voisin a subi sa toute première attaque djihadiste sur le sol togolais lorsque des assaillants ont attaqué un poste de sécurité dans le village frontalier nord de Sanloaga dans la Préfecture de Tône, Région des Savanes, Togo, le 9 novembre 2021 (Kwarkye, 2022). Peu de temps après, en février et avril 2022, une douzaine de personnes ont été tuées et plusieurs blessés dans deux attaques différentes par des terroristes dans le parc national de la Pendjari, au nord du Bénin. (2022 in Benin, Wikipedia).

La réponse du gouvernement des États côtiers s'est concentrée principalement sur les opérations militaires. Ils ont créé un groupe de combat interarmées aidé par les Français dans le cadre de l'Initiative d'Accra, lancée en septembre 2017 (Kwarkye &Abatan & Matongbada, 2019). Cette force de défense qui comprenait des troupes du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo a riposté lors de l'opération Koudanlgou 4 Zone 2, menée en novembre 2021. Environ 6 000 soldats auraient été déployés et 300 extrémistes présumés auraient été arrêtés. Les forces françaises Barkhane et Takuba, retirées du Mali à la demande du gouvernement militaire de Bamako, ont été redéployées au Niger et au golfe de Guinée en février 2022, comme annoncé par le Président français Emmanuel Macron le 17 février 2022 (Kwarkye, 2022).

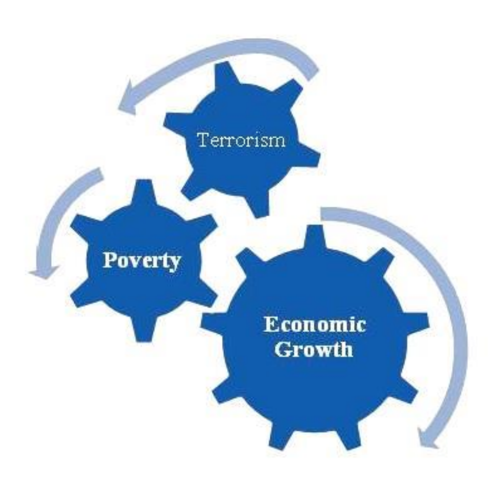
Dans ce qui suit, la comparaison du Kenya, pays d'Afrique de l'Est durement attaqué, avec des pays d'Afrique de l'Ouest jusque-là pas encore directement attaqués, le Ghana et le Sénégal, permet d'analyser l'impact relatif du terrorisme islamiste sur le secteur informel qui constitue encore le gagne-pain de la plupart des Africains.

L'économie informelle, c'est-à-dire l'économie souterraine avec toutes ses facettes ambivalentes, dont la criminalité transnationale, est encore dominante dans de nombreux pays africains, notamment en Afrique de l'Ouest. Ce secteur est donc particulièrement préoccupant. Il compte toujours parmi les plus grands au monde, même si sa part diminue progressivement.

Son hétérogénéité intra- et inter-pays est remarquable, l'informalité allant d'un minimum de 20 % à 25 % de la production du secteur informel (PIB) en Afrique du Sud et en Namibie jusqu'à 65 % au Bénin, en Tanzanie et au Nigeria (Medina & Jonelis & Cangul, 2017; Kohnert, 2000). En raison de sa forte articulation avec les structures les plus diverses à tous les niveaux de l'entreprise, de la politique et de la société, le secteur informel est fortement hiérarchisé et diversifié selon les couches sociales. Ses parcours individuels peuvent même se trouver dans une relation antagoniste les uns avec les autres. La productivité et les revenus gagnés dans le secteur varient fortement selon le cadre sociopolitique et la classe (Kohnert, 2000).

Par ailleurs, la lutte contre le terrorisme islamiste n'est pas qu'une question militaire. Ses racines doivent être abordées également dans le domaine économique, au moins à moyen et long terme. Parce que la plupart des africains pauvres vivent dans et à partir de l'économie informelle, qui serait aussi un terreau fertile pour le trafic de toute sorte (y compris les drogues, les armes et les enfants), le blanchiment d'argent et les terroristes (Soto, 1989 ; De Koker, 2006), ils subissent la plupart des conséquences négatives. Les preuves disponibles suggèrent qu'un faible niveau d'éducation et ses conséquences socio-économiques favorisent également le terrorisme intérieur (Brockhoff & Krieger, 2015).

Graph 4: Terrorisme et pauvreté comme facteurs d'attraction de la performance macroéconomique



Source: Ilyas, S. & B. Mehmood & R Aslam, 2017

Pourtant, la délimitation entre les actions légales et illégales est fluide, du moins du point de vue de la population locale. Souvent, la catégorisation est créée et exploitée par ceux au pouvoir qui appliquent la loi à leur profit. En outre, les représentants locaux de l'État et les soi-disant trafiquants entretiennent souvent une relation plus symbiotique que oppositionnelle. Les activités informelles et illégales s'exercent surtout dans certaines niches, comme les zones frontalières (Bennafla, 2014). De plus, les systèmes courants de transfert de valeur informel suivant les traditions islamiques, tels que le *hawala*, basé sur la confiance d'un vaste réseau de courtiers en argent (appelés *hawaladars*), destiné à l'origine aux régions et aux populations sans structures bancaires formelles établies, ont été soupçonnés de financer terrorisme (Cooper & Walker, 2016).

Enfin, il existe une relation étroite entre l'économie informelle, le terrorisme et l'augmentation de la dette publique et la déstabilisation conséquente de l'économie formelle ainsi que la légitimation politique du gouvernement. Une importante économie informelle réduit les

impôts sur le revenu potentiels et augmente ainsi souvent la dette publique. L'augmentation des dépenses publiques tend également à renforcer les effets du terrorisme sur la dette publique par la nécessité de prévenir ou de contrer le terrorisme avec des dépenses publiques supplémentaires considérables, i.e. sur la sécurité et la réduction de la pauvreté (Abidn & Sekrafi, 2020). Ainsi, les écarts de flux financiers illicites expliquent en grande partie les différences de pression fiscale.
Les États fragiles et défaillants sont particulièrement enclins à engendrer des terroristes. La faiblesse des structures de gouvernance et la pauvreté seraient les principaux moteurs du terrorisme en Afrique subsaharienne. L'absence d'état de droit, la corruption généralisée et le népotisme sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, d'augmenter le coût déjà élevé des affaires et de conduire à des contrôles de sécurité transfrontaliers plus stricts qui pourraient entraver le commerce transnational (Omenma & Nwaogaidu & Okwueze, 2020). La pauvreté et le terrorisme ont tous deux un impact négatif à long terme sur les performances macroéconomiques (Ilyas & Mehmood & Aslam, 2017). Par conséquent, l'instabilité politique, un taux de chômage élevé et un secteur informel important correspondent positivement et significativement à la croissance du terrorisme (Nurunnabi & Sghaier, 2018).

Dans ces conditions, les prises de pouvoir par les militaires ont obtenu un soutien populaire important, car l'électorat était fatigué de l'échec des gouvernements démocratiquement élus. Seule l'Afrique de l'Ouest fait face à six tentatives de coup d'État au cours des deux dernières années. Quatre de ces tentatives de coup d'État ont réussi à renverser les présidents du Mali (deux fois), de la Guinée et du Burkina Faso. Les tentatives de coup d'État au Niger en mars 2021 et en Guinée-Bissau en février 2022 ont été déjouées. Pourtant, l'Afrique a connu plus de quatre-vingts coups d'État réussis depuis 1952, et compte tenu de la domination douteuse de gouvernements corrompus, les militaires, par exemple au Nigeria (cinq coups d'État militaires depuis l'indépendance en 1960) et en Guinée-Bissau (quatre coups d'État militaires et plus d'une douzaine de tentatives de coups d'État militaires depuis son indépendance du Portugal en 1974), a souvent joué un rôle politique démesuré (Depagne, 2022). La communauté internationale des donateurs, ainsi que l'Union africaine ou les communautés économiques régionales comme la CEDEAO, ont dû choisir entre l'insistance sur les principes internationalement reconnus et le pragmatisme afin de ne pas fomenter de nouveaux troubles (Depagne, 2022).

Pourtant, les sanctions internationales contre l'élite étatique corrompue peuvent être une arme à double tranchant. Ils peuvent induire des perturbations et des difficultés dans les économies cibles et pousser les entreprises ainsi que les citoyens à se tourner vers des activités clandestines dans la zone d'ombre (Early & Peksen, 2019). Jusqu'à présent, les efforts internationaux pour contrôler le « capital-risque » potentiellement destiné à financer le terrorisme ont été peu fructueux (Levi, 2010).

2. L'impact du terrorisme islamiste sur l'économie informelle du Kenya

L'extrémisme islamiste en Afrique de l'Est au cours des dernières décennies était principalement associé à Al Shabaab et à d'autres groupes militants de Somalie, importés du monde arabe, défiant le mode de vie occidental et la tolérance religieuse traditionnelle qui prévaut dans cette région (Abdisaid, 2016). La radicalisation croissante de la politique islamiste au Kenya et ailleurs depuis le début des années 1990 était principalement due à des histoires locales telles que la croissance du pentecôtisme et son hostilité agressive à l'égard de

l'islam, mais aussi au récit mondial de la « victimisation » musulmane (Ngala, 2019). Les militants musulmans se sont de plus en plus sentis victimes du débat controversé sur le contre-terrorisme au Kenya et ont eu l'impression que leurs intérêts ne seraient plus défendus par le processus politique. Par conséquent, ils se sont tournés vers les médias numériques qui soutenaient les idéologies islamistes extrémistes et la violence (Ngala, 2019).

Graph 5 : Évolution de la taille du secteur informel au Kenya, 1970–2018

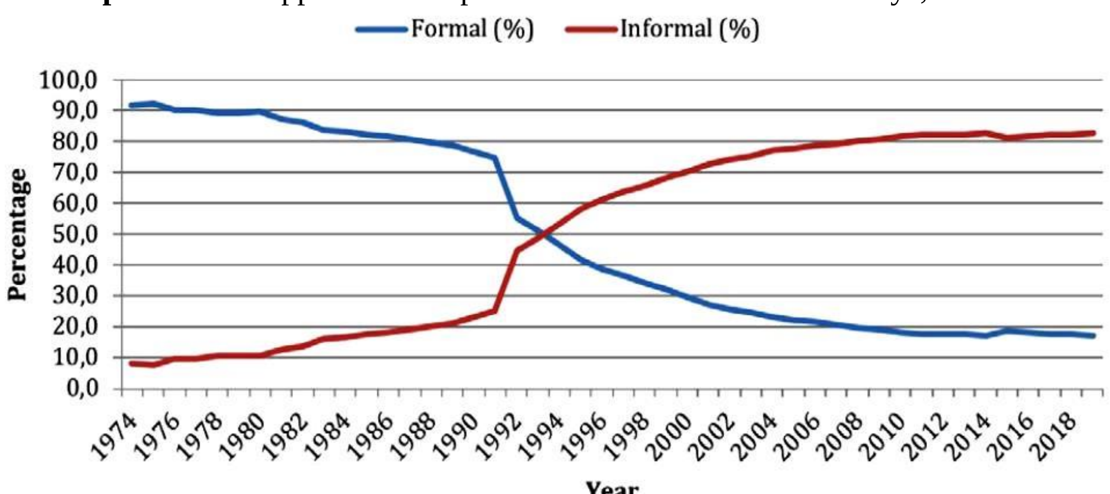
Source: Murunga, et al, 2021

Source des données : République du Kenya ; Divers numéros de l'enquête économique

Le Kenya était un pays d'ASS particulièrement touché par les terroristes islamistes. Depuis les attentats à la bombe contre l'ambassade des États-Unis en 1998, contre l'hôtel Paradise appartenant à des Israéliens en 2002 à Mombasa et l'attaque au centre commercial Westgate de Nairobi en 2013, ont suivi les attaques à Mpeketoni, dans le comté de Lamu, en juin 2014. Un an plus tard, le 2 avril 2015, des terroristes d'Al-Shabaab ont pris d'assaut le Garissa University College, tuant 148 personnes. Les hommes armés ont également pris environ 700 étudiants en otages. Ils ont libéré des musulmans et tué des personnes identifiées comme chrétiennes. Cette attaque a été la plus meurtrière au Kenya depuis les attentats à la bombe contre l'ambassade des États-Unis en 1998 (Garissa University College attack, Wikipedia).

En général, l'impact du terrorisme islamiste sur le secteur informel dépend de l'importance relative du terrorisme et de l'économie souterraine et de son histoire ainsi de son articulation dans un certain pays ou une certaine région en cas d'attaques terroristes transnationales.

Graph 6 : Développement d'emplois formels et informels au Kenya, 1974-2019



Source: ILO (2021): The Informal Economy in Kenya, Fédération des employeurs du Kenya. Mars 2021

Au Kenya, l'économie informelle a jusqu'à présent été peu étudiée. Par conséquent, les données notamment quantitatives doivent être interprétées avec prudence. Selon les preuves disponibles, le secteur est assez important et a augmenté depuis les années 1970 pour atteindre environ 32 % du PIB du pays. Elle emploie environ 77 % de la main-d'œuvre totale, dont 60 % sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans, équitablement répartis entre hommes et femmes (Murunga, et al., 2021). L'économie souterraine a commencé à prospérer dans les années 1970 avec le boom de la contrebande de café le long de la frontière entre le Kenya et l'Ouganda à la suite de l'embargo commercial sur le café ougandais par les États-Unis. Par la suite, les politiques de libéralisation et de privatisation imposées par les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ont entraîné une réduction des opportunités d'emploi dans le secteur public formel. Des facteurs supplémentaires, tels que la mauvaise gouvernance, les niveaux élevés de corruption et de népotisme dans le secteur public, ainsi que la hausse des impôts, ont provoqué des producteurs et des commerçants, pour la plupart des travailleurs indépendants tels que des petits commerçants, des marchands de vêtements d'occasion, des colporteurs, des couturières, des femmes de ménage, des agents de sécurité, gardiens et charpentiers, pour s'évader dans l'informel (Murunga, et al., 2021).

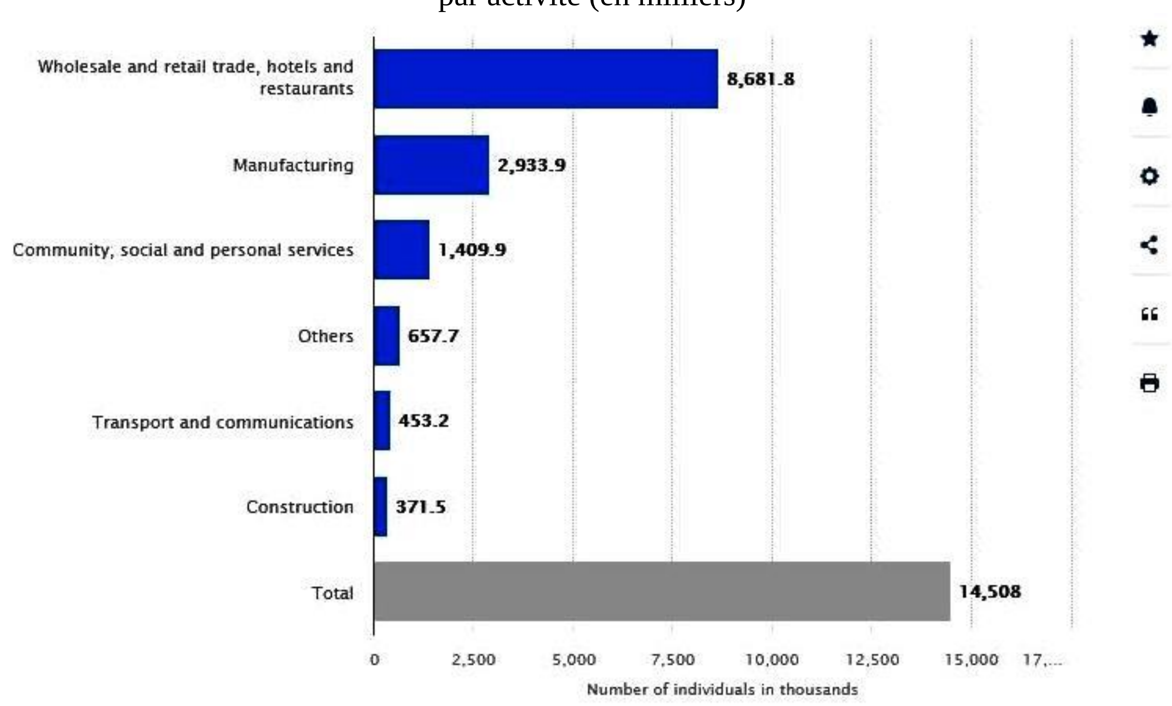
Un important axe du mal entre le terrorisme et le secteur informel au Kenya était lié à l'exclusion sociale, économique et politique des jeunes acteurs du secteur informel. Normalement ignorés des processus décisionnels les concernant, ils étaient des proies faciles pour les groupes extrémistes. Leurs récits ont suivi des sujets tels que les mauvais traitements infligés par les forces de l'ordre, le déni de services, l'exploitation par le secteur formel et le gouvernement, etc. (Ndirangu, 2020). Les jeunes chômeurs et sous-employés, par exemple, étaient particulièrement vulnérables au recrutement dans des gangs criminels utilisés par des politiciens corrompus et des rivaux commerciaux au Kenya. Ainsi, de nombreux extrémistes violents étaient membres de gangs criminels avant de rejoindre Al-Shabaab. Par exemple, les affiliés d'Al-Shabaab et d'Al-Qaïda en Somalie ont mené plusieurs attaques meurtrières à l'extérieur de la Somalie en séduisant des combattants somalie-kényans dans leurs rangs (Speckhard &Shajkovci, 2019; Ndirangu, 2020).

L'un des principaux secteurs qui ont souffert du terrorisme islamiste au Kenya est le tourisme. Il est resté l'un des principaux contributeurs aux recettes en devises malgré l'augmentation de la violence et l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 au Kenya (Muragu & Nyadera & Mbugua, 2021). Le secteur a généré US$ 500 m par an sous forme de devises et environ 500.000 emplois liés à l'industrie du tourisme, tant dans les secteurs formel qu'informel. Pourtant, le terrorisme a eu un impact significatif sur les engagements touristiques en raison du manque de sécurité (Akanyisi, 2016). Par exemple, de nombreuses réservations d'hôtel ont été annulées et des avis de voyage internationaux ont averti de visiter le pays.

Cela a eu un effet d'entraînement négatif sur l'économie, y compris le secteur informel. En outre, les projets de développement et le commerce ont souffert directement ou indirectement du terrorisme, par ex. par la perte de confiance des entreprises et intimidé les investisseurs potentiels. De plus, l'agriculture a subi de graves pertes, par ex. en raison de l'insécurité croissante des agriculteurs et des ouvriers travaillant dans les plantations de thé et de café. Par conséquent, les revenus d'exportation de ces cultures commerciales ont chuté et de nombreux paysans, ainsi que des ouvriers agricoles, ont été déplacés. Des organisations extrémistes comme les Mungiki, une secte illégale, ont extorqué de l'argent aux entreprises de transport, y compris aux petites et moyennes entreprises, et ont forcé les chauffeurs à emprunter des itinéraires différents. Ceux qui ne se sont pas conformés ont été soit tués, soit leurs entreprises dévastées (Akanyisi, 2016). Par conséquent, de nombreuses personnes dans les régions les

plus touchées ont tenté de fuir vers d'autres destinations plus sûres. Ainsi, plusieurs professionnels du secteur de l'éducation et de la santé ont fui les zones, laissant une partie des services de base presque déserte (Ahmed, 2017).

Graph 7: Individus engagés dans le secteur informel au Kenya en 2020 par activité (en milliers)



Source: statista.com, 2022

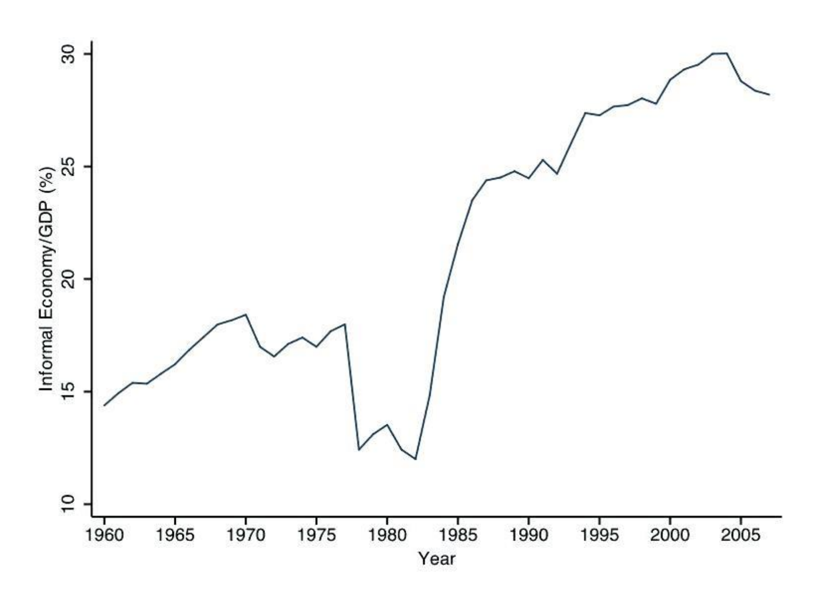
Le terrorisme a également eu un impact négatif sur l'investissement direct à l'étranger (IDE) au Kenya. Ces derniers ont diminué de 14 % (Kinyanjui, 2022). De plus, les attaques ont créé une incertitude sur le marché et une xénophobie croissante (Kirui & Kipkorir, 2019). Enfin et surtout, la réponse du gouvernement par des mesures antiterroristes a révélé des fissures et des divisions au sein de la société civile. Notamment, les jeunes musulmans d'origine somalie-kenyane se sont sentis visés par les opérations antiterroristes. Beaucoup pensaient que leurs intérêts légitimes étaient sacrifiés au nom de la « sécurité » qui accompagnait la guerre mondiale contre le terrorisme (Lind & Howell, 2010).

3. L'impact du terrorisme islamiste sur l'économie informelle du Ghana

Près de 90 % de l'emploi au niveau national, et 83 % dans les zones urbaines du Ghana relèvent du secteur informel. La plupart des employés de ce secteur au niveau national sont des femmes, soit 92 %, contre 86 % d'hommes. Dans la région du Grand Accra, 87 % des femmes travaillent dans l'économie informelle contre 79 % des hommes (Baah-Boateng & Vanek, 2020). La grande chute de l'emploi dans le secteur formel est survenue avec les programmes d'ajustement structurel du FMI dans les années 1980. Le secteur informel est caractérisé par le sous-emploi, de mauvaises conditions de travail, des relations de travail précaires et de bas salaires. La majorité des gens vivent avec une insécurité de revenu élevée. L'informalité croissante est due au moins en partie à un faible niveau d'éducation (Osei-Boateng & Ampratwum, 2011). Ironiquement, la survie économique de la plupart des

employés au Ghana pendant la pandémie de COVID-19 dépendait du secteur informel apparemment négligé (Akuoko & Aggrey & Amoako-Arhen, 2021).

Graph 8: Développement de la taille de l'économie informelle au Ghana, 1960-2007



Source: Ocran, 2018

Le Ghana a longtemps été considéré comme un pays stable au milieu d'une violence extrémiste croissante et d'une instabilité politique en Afrique de l'Ouest. On peut dire que le concept mondialisé de « l'expérience noire », tel que propagé par le leader ghanéen Kwame Nkrumah, son opposition au tribalisme et son panafricanisme peuvent avoir eu un impact positif sur la résilience contre le terrorisme islamiste et le contre-terrorisme au Ghana (Mazrui, 2004).

Graph 9: Sites d'attaques récentes dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest



Source: Kwarkye, 2022

Mais le terrorisme islamiste se déplace de plus en plus du Sahel vers les pays côtiers. Plus de 53 % de tous les États membres de la CEDEAO ont déjà plus ou moins souffert d'insurrections terroristes (Muqthar, 2022). Bien qu'apparemment des cellules terroristes n'aient pas encore été établies dans le pays, celui-ci est exposé aux menaces terroristes en raison de ses conditions socio-économiques générales, à savoir la pauvreté croissante, le chômage, l'analphabétisme et d'autres formes de marginalisation (Bamba, 2014). En outre, l'immigration périodique d'associés de terroristes connus, la présence croissante d'agences d'aide islamiques censées être affiliées à des terroristes, l'existence d'entreprises au Ghana qui font la façade des terroristes et l'entrée et le mouvement faciles et incontrôlés, établis de longue date, d'étrangers en provenance d'autres pays favorise les activités terroristes. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont encore accru leur vulnérabilité au terrorisme (Bamba, 2014).

Le Ghana a été exposé à plusieurs conflits de chefferie et ethniques de longue date au cours de son histoire récente, notamment dans la région du Nord. Plus de 352 conflits de chefferie ne sont toujours pas résolus. De plus, la transhumance et les problèmes qui l'accompagnent, qui se traduisent souvent par de violents conflits entre paysans et éleveurs attises les conflicts. Les dirigeants du Nusrat al-Islam (JNIM) (Iyad Ag Ghaly, Djamel Okacha et Amadou Koufa) ont appelé les militants et les Peuls d'Afrique de l'Ouest à rejoindre le djihadisme au Mali, au Burkina Faso, au Niger, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Ghana, Sénégal, Nigeria et Cameroun. Suite à ce programme, de nombreux groupes salafistes-djihadistes se sont infiltrés dans les régions frontalières du nord du Bénin, du Togo et du Ghana (Aubyn, 2021).

La dégradation des sols, l'épuisement du couvert végétal et d'autres effets négatifs du changement climatique ont un impact sur la population locale. La flambée des prix alimentaires comme effet secondaire de l'agression de la Russie en Ukraine augmente la menace. Tout cela pourrait susciter des troubles et constituer une porte d'entrée pour les extrémistes à exploiter facilement.

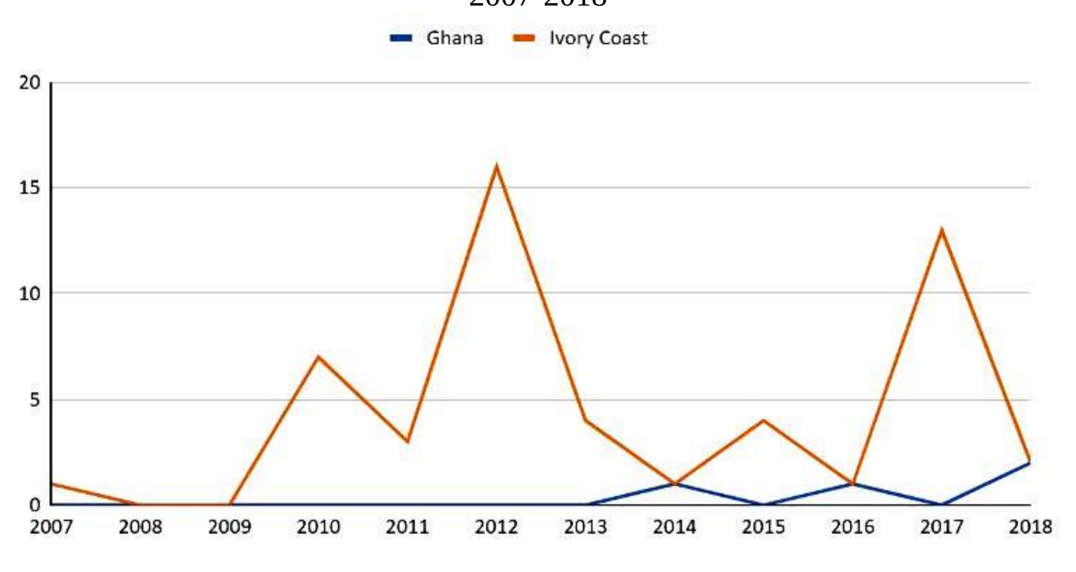
De plus, déjà, plus de 13 Ghanéens auraient pris parti pour combattre avec des terroristes islamistes depuis 2015. Un rapport du parlement d'Accra a révélé qu'au moins 100 autres migrants ghanéens pourraient avoir rejoint l'État islamique en Libye (Muqthar, 2022). Les convertis ghanéens ont été classés comme « combattants de première ligne » pour l'Etat islamique par le gouvernement libyen, i.e dans la même catégorie que les combattants du Sénégal, de la Gambie, de la Somalie, du Tchad, du Niger, de l'Erythrée et du Mali. De plus, ils se sont révélés spécialisés dans l'enlèvement d'expatriés du Ghana, de Turquie et de Tunisie (starrfmonline, 2017).

En juin 2021, un kamikaze ghanéen a attaqué un camp de reconnaissance français à Gossi, dans le centre du Mali, une action prétendument commandée par la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM). En septembre 2021, trente-trois terroristes présumés de la région de Savelugu, dans le nord du Ghana, avaient été arrêtés. Selon les services de sécurité ghanéens, au moins, certains d'entre eux auraient eu des liens directs avec des terroristes islamistes au Mali et au Burkina Faso (Muqthar, 2022). Le terrorisme suicide des musulmans dans le nord du Ghana n'était pas seulement un phénomène psychopathologique individuel, mais était lié au contexte socio-économique, y compris le manque de développement économique et d'intégration culturelle (Frimpong, 2016).

Dans le même temps, les relations entre le Ghana et la Russie se sont progressivement resserrées. En 2020, la Russie a exporté US$ 119 m vers le Ghana, principalement du blé (US$ 48,6 m), des engrais azotés (US$ 23 m) et des engrais chimiques (US$ 13,6 m). Les exportations russes vers le Ghana ont augmenté au cours des 24 dernières années à un taux

annualisé de 14 %, passant de US$ 5,1 m en 1996 à US$ 119 m en 2020 (OEC, 2022). La coopération militaire et technique entre les deux pays a été convenue en 2016, mais la coopération n'est apparemment pas encore en vigueur (Reuters 2018). On ne sait pas si la contre-insurrection est incluse. Dans la guerre russe actuelle en Ukraine, Accra se range du côté de l'Ukraine contre l'invasion russe (BBC-news, 2022). Aux côtés du Ghana, seuls, trois États africains se sont explicitement prononcés contre les actions de Vladimir Poutine, à savoir le Gabon, le Kenya et le Nigeria. Cependant, le président autocratique du Cameroun, Paul Biya, qui règne sur le pays depuis 1982, a signé un accord de sécurité avec Poutine au milieu de la guerre en Ukraine et du conflit intérieur (Gbadamosi, 2022).

Graph 10: Attaques terroristes réelles et tentatives d'attentats au Ghana et en Côte d'Ivoire, 2007-2018



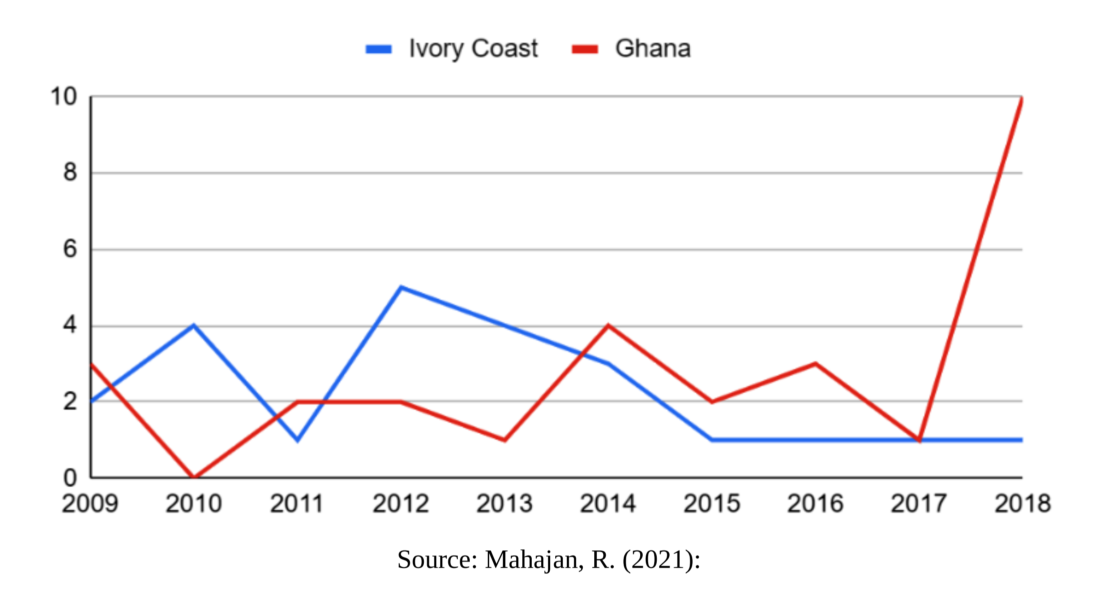
Source: Mahajan, 2021

Le lien entre le terrorisme et l'économie informelle au Ghana a été fortement encouragé par la traite. Le trafic de drogue à grande échelle est déjà apparu dans les années 1960, alimenté par le commerce illégal de cannabis cultivé localement en provenance du Nigeria et du Ghana. Au début des années 1980, cette situation a été aggravée par une évolution vers les drogues dures, notamment la cocaïne et l'héroïne, souvent commercialisées par les Nigérians et leurs homologues ghanéens (Awudu, 2016). Traite d'enfants, par ex. des enfants ghanéens travaillant dans l'industrie du poisson, a complété le commerce illégal (Johansen, 2006 ; Koomson & Abdulai, 2021). Le travail des enfants est souvent utilisé dans les mines, le travail domestique et le travail du sexe. Les filles sont pour la plupart obligées de travailler comme domestiques, tandis que les garçons effectuent du travail forcé dans la production et la récolte du cacao où ils sont exploités et maltraités. Les sources de financement des terroristes proviennent souvent des revenus de ces crimes. Les liens étroits entre groupes criminels et terroristes peuvent attaquer les bases de l'État républicain et affaiblir les institutions démocratiques (Diariso, 2019). Des preuves provisoires suggèrent que l'incursion terroriste pourrait réduire les intrants et les flux sortants agricoles tels que la terre, la production et les revenus, ce qui aurait un impact négatif sur la productivité et l'emploi agricole (Noubissi &Njangang, 2020).

Au Ghana, le Bureau des enquêtes nationales (BNI), créé en 1996, et le cadre national plus récemment développé pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme étaient censés endiguer l'afflux du terrorisme. Cependant, les différents services de sécurité ont jalousement gardé leur indépendance, les problèmes se sont également politisés,

ce qui a entravé la collaboration et le partage d'informations (Christensen & Edu-Afful, 2019). Dans les zones frontalières occidentales, l'asymétrie de l'information et la migration transnationale ont également rendu le Ghana vulnérable aux attaques terroristes (Azumah & Apau & Krampah, 2020). Néanmoins, le Ghana se classe toujours 96e dans le (Global Terrorism Index, 2022), c'est-à-dire comme un pays où le terrorisme n'a « aucune influence ».

Graph 11: Attaques de piraterie, tentatives et réalités,
en Côte d'Ivoire et au Ghana, 2009-2018



Source: Mahajan, R. (2021):

4. L'impact du terrorisme islamiste sur l'économie informelle sénégalaise

Cartoon 2: L'épiscopat burkinabè s'interroge sur
« *l'intérêt de la présence de tant de forces étrangères* » [6]



Source : *La Croix Africa*, L'œil de Ric, 16 juin 2021

[6] Landry Banga, pseudonyme, RIC, La Croix Africa (LCA),), L'œil de Ric, 16 juin 2021 © (tous droits réservés). - Référence à la session plénière ordinaire des évêques du Burkina Faso et du Niger du 7 au 12 juin 2021 à Ouagadougou et leurs communiqué de presse commun publié le 11 juin 2021.

La religion prédominante au Sénégal est l'Islam. Plus de 90 % des habitants sont musulmans, majoritairement affiliés au soufisme. La hiérarchie très structurée des dirigeants des quatre grandes confréries musulmanes (Qadiriya, Tidjaniya, Mouridiya, Layèniya) a assuré pendant des générations une stabilité religieuse et socio-politique tolérante et a laissé peu de place au radicalisme religieux (CHEDS, 2018).

Toujours au Sénégal, les programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI et de la Banque mondiale et d'autres réformes néolibérales ont entraîné une réduction substantielle de l'emploi dans le secteur formel et une augmentation subséquente du secteur informel où les travailleurs licenciés ont eu recours à des petits boulots et d'autres solutions ingénieuses pour joindre les deux bouts. Les coûts sociaux de ces programmes ont donné naissance à des œuvres de fiction et d'art qui ont transmis la sévérité des difficultés. Cela a été choisi comme thème central par le dessinateur qui a créé le personnage fictif d'une bande dessinée sérialisée, *Goorgoorlou*, *l'homo senegalensis* néolibéral devenu très populaire comme synonyme de coût social de la « politiques d'ajustement structurel » (PAS) (Robert, 2002; Seck, 2018).

Cependant, les élections présidentielles de 2019 ont changé cette perception. L'ancien président Abdoulaye Wade a directement lié son gouvernement à l'ordre soufi Muridiyya (Hamid & Lebovich, 2017) : la « transhumance politique », qui avait été élevée au rang de religion au détriment de la morale, menaçait cette stabilité. Les réseaux sociaux islamistes, dominés par de jeunes militants engagés dans la société civile, ont développé auprès de l'électorat local un plaidoyer centré sur la bonne gouvernance et la démocratie. Ils proposaient de rompre avec un système politique qu'ils qualifiaient de néo-colonial, comprenant une justice accusée de partialité et un Conseil constitutionnel engagé envers le gouvernement. Leur nouveau paradigme représentait une génération globalisée et connectée qui a réactivé les théories de la libération de Frantz Fanon et Thomas Sankara (Kohnert & Marfaing, 2019).

Cartoon 3: *Goorgoorlou* interpelle le président de la Banque mondiale :
Caricature sur les effets néfastes du PAS sur la population sénégalaise



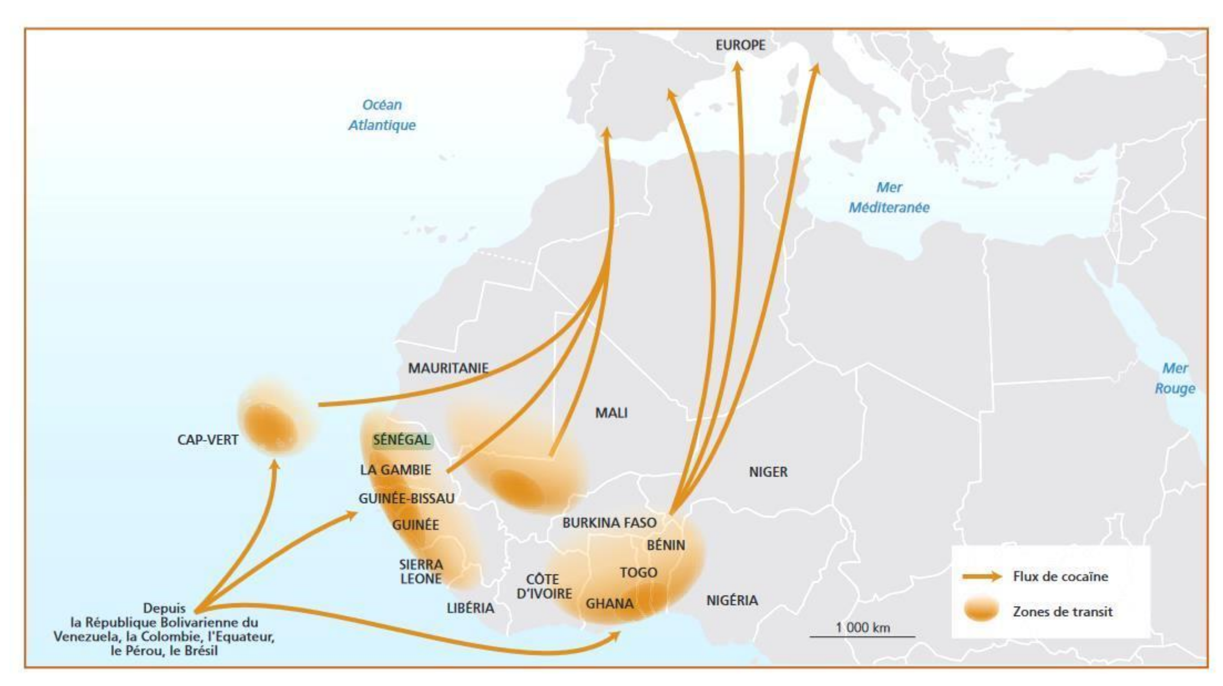
Source: Mendy, 2001; Seck, 2018 [7]

Le mouvement réformiste sénégalais Jama'at Ibad al-Rahman qui a proliféré au milieu des années 1990 en prônant la purification de la pratique islamique par le strict respect de la « Sunna », a finalement tendu la main à d'autres organisations musulmanes, participant même à des célébrations soufies. Au Sénégal, une seule organisation salafiste financée par des

[7] Figure: « *Goorgoorlou* » brandissant un squelette du sous-sol et expliquant à James Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale (1995-2005), comment la dévaluation l'a transformé en mort-vivant. Source : Mendy, 2001 © Alphonse Mendy; Seck, 2018.

donateurs arabes du Moyen-Orient a construit des centaines de mosquées dans tout le pays (Meservey, 2021). Par ailleurs, l'intrusion récente d'autres islamistes « réformistes » de sectes salafistes ou wahhabites a mis en péril l'ordre établi. L'un d'eux a été représenté par l'imam Alioune Badara Ndao dans son fief de Kaolack, situé à environ 200 kilomètres au sud-est de Dakar. Il aurait recruté des combattants pour le groupe nigérian Boko Haram et tenté d'établir une cellule terroriste au Sénégal. Pourtant, il a été acquitté par la justice sénégalaise en juillet 2018 d'avoir dirigé un réseau djihadiste (Laplace, 2018 ; Châtelot, 2021). On soupçonnait également que de jeunes migrants sénégalais se rendaient dans les pays du Maghreb pour être entraînés dans des camps d'entraînement terroristes et pour revenir discrètement sans que personne ne les soupçonne, après avoir été volontairement « préparés » en attendant un moment favorable pour frapper (CHEDS, 2018).

Graph 11 : flux transnationaux de cocaïne à travers l'Afrique de l'Ouest



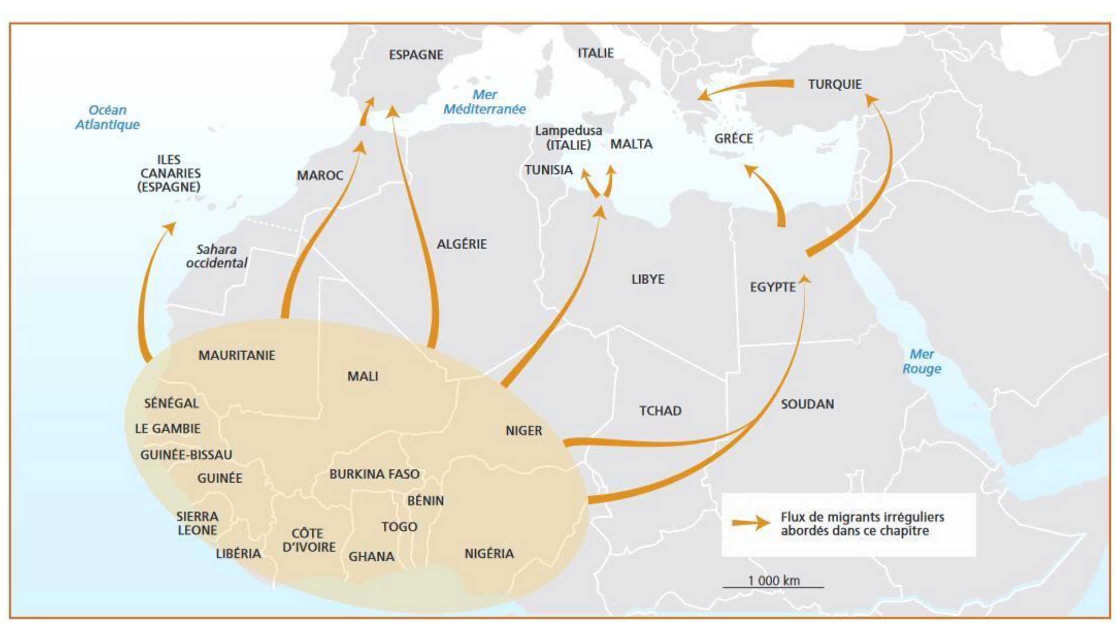
Source : ONUDC, 2013

Les sources de financement des terroristes proviennent souvent des rentes du crime (Diariso, 2019), notamment du trafic de drogue, mais aussi des revenus des trafiquants d'êtres humains qui font passer clandestinement des migrants vers l'Europe par voie maritime (Canaries) ou via le Sahara. Le Sénégal et la Guinée-Bissau voisine sont des plaques tournantes du trafic de drogue.

Dans l'opinion publique, une forte corrélation entre les convictions musulmanes spécifiques et l'extrémisme violent est souvent supposée. Par exemple, le salafisme est souvent identifie à l'intolérance et à la violence et le soufisme à la tolérance. Pourtant, l'analyse scientifique de l'histoire et des formes réelles du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest n'a montré aucune corrélation significative entre l'orientation théologique et les tendances violentes (Seck, 2018). Aussi, la vitesse à laquelle les trafiquants sénégalais connus s'enrichissent ainsi que leurs techniques sophistiquées de camouflage laissent soupçonner que les produits financiers de ce trafic sont blanchis dans le secteur informel dont ils sont issus (GIABA, 2017).

Selon un diagnostic de l'OIT sur l'économie informelle au Sénégal publié en 2020, neuf travailleurs sur dix occupent un emploi informel et 97 % des entreprises sont actives dans le secteur informel. L'emploi au sein de ces entreprises représente près de 70 % de l'informel non-agricole et 45 % de l'emploi informel total au Sénégal (Guerin & Bonnet, 2020).

Graph 12 : voies de circulation des migrants ouest-africains vers l'Europe



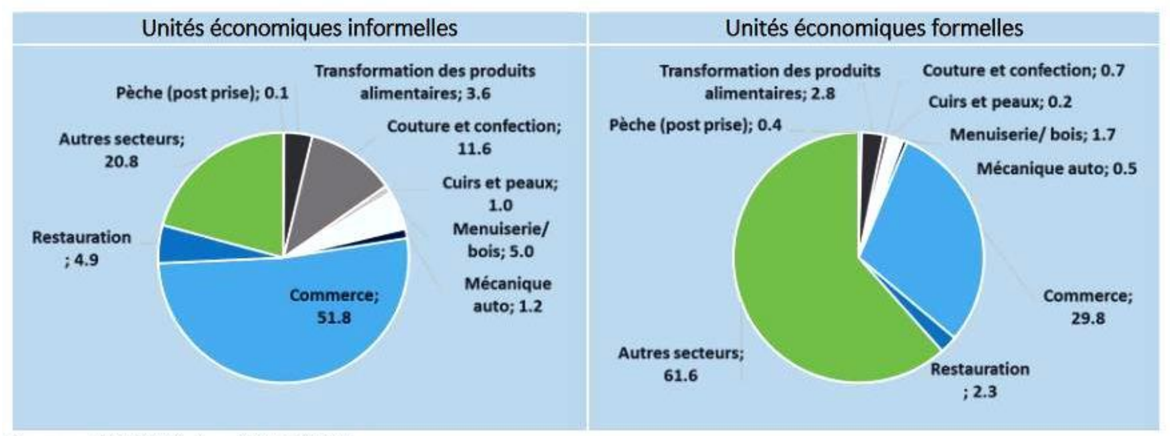
Source : ONUDC, 2013

Le commerce représente plus de la moitié des unités économiques informelles (51,8 %) au Sénégal. Les activités de couture et de confection représentent 11,6 % de toutes les unités du secteur informel parmi les activités couvertes par le recensement. Les familles menuiserie/bois, restauration et agroalimentaire représentent chacune entre 3,6 % et 5,0 %. D'autres emplois sont dans le commerce des cuirs et peaux, la mécanique automobile et la pêche (post-récolte) (Guerin & Bonnet, 2020).

Plus des deux tiers des employeurs du secteur informel sénégalais sont des hommes et un tiers des femmes, contre 81 % d'hommes et 19 % de femmes dans le secteur formel. Près des trois-quarts n'avaient pas de contrat de travail dans le secteur informel alors qu'un quart seulement avaient été employés dans le secteur formel sans contrat. Environ 65 % n'étaient employés que temporairement dans l'informel contre 19 % dans le secteur formel (Guerin & Bonnet, 2020).

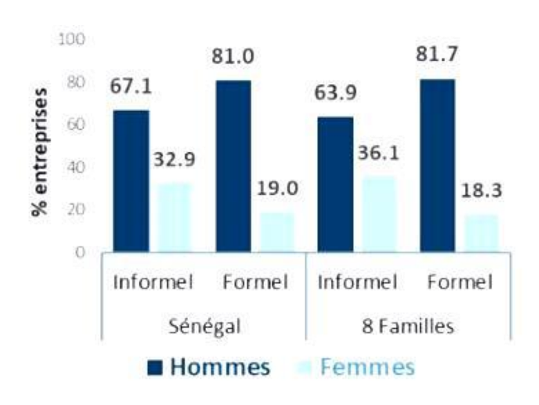
L'économie informelle du Sénégal est principalement composée de petites entreprises et de travailleurs indépendants agissant souvent à nouveau en tant qu'employeurs. Les principaux motifs d'investissement dans le secteur informel sont le faible coût d'entrée, la possibilité d'échapper à l'impôt ainsi que les tracas administratifs (Simen, 2018). Il est crucial de différencier les différents groupes d'acteurs de l'économie informelle. Ceux qui investissent pour des motifs stratégiques, y compris des raisons plutôt obscures, et ceux qui sont enracinés dans l'informel parce qu'ils n'ont pas d'autres options pour survivre (Marfaing & Sow, 1999).

Graph 17 : Répartition des unités économiques informelles et formelles du Sénégal couvertes par le recensement de 2016



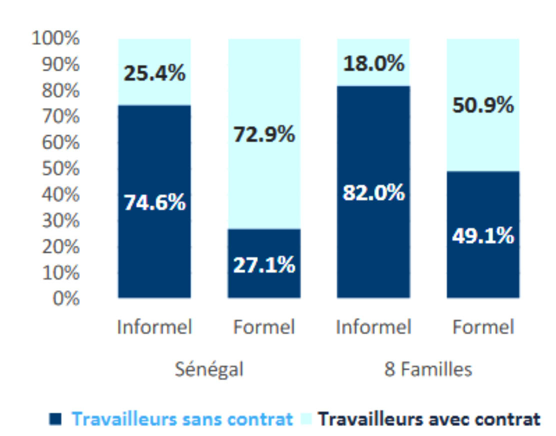
Source : Guerin & Bonnet, 2020

Graph 14: Unités économiques informelles et formelles selon le sexe de l'entrepreneur, Sénégal, 2016



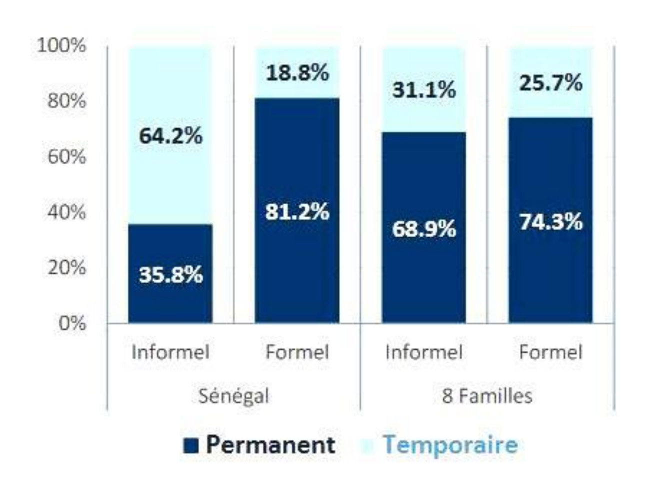
Source : Guerin & Bonnet, 2020

Graph 15: Existence d'un contrat de travail, secteur informel et formel sénégalais, 2016



Source : Guerin & Bonnet, 2020

Graph 16: Caractère permanent ou temporaire du travail, Sénégal 2016



Source : Guerin & Bonnet, 2020

Comme dit précédemment, la prise en compte indifférenciée du secteur informel, avec des hypothèses implicites sur sa structure amorphe ou son homogénéité, est risquée. Cela peut conduire à des solutions inappropriées. Si la promotion des activités informelles et leur intégration progressive dans le secteur formel est propagée, par exemple, comme mesure de lutte contre la pauvreté, alors, comme le montrent des études de cas en Afrique de l'Ouest, cela peut facilement avoir l'effet inverse. Dans ce cas, les déséquilibres régionaux et personnels dans la répartition des revenus avec tous les autres effets secondaires négatifs peuvent augmenter. En outre, cela pourrait favoriser l'exode rural, saper la solidarité villageoise et surcharger les réseaux urbains et ethniques de migrants avec pour conséquence une augmentation des conflits ethniques et religieux, de la xénophobie et de l'extrémisme violent (Kohnert, 2000). Il existe trois types idéaux-typiques de l'économie informelle en ASS: la survie des pauvres, la préservation des intérêts acquis de la classe moyenne, et la maximisation du profit et la diversification des risques, y compris les investissements illégaux, par la classe aisée. Selon la classe à laquelle on appartient, les préoccupations et les impacts sont extrêmement différents et souvent même diamétralement opposés (Kohnert, 2000). Cela vaut aussi pour l'économie informelle sénégalaise.

Parallèlement, le secteur s'organise de plus en plus. Bien que les acteurs impliqués dans le secteur aient des intérêts assez divers en tant que chefs d'entreprise, employeurs et salariés, ils ont créé la 'Confédération Générale des Travailleurs de l'Économie Informelle au Sénégal' (CGTIS) pour assurer la protection sociale (Greven, 2017).

L'administration, tant au niveau national que local, exprime souvent des réserves vis-à-vis du secteur informel. Ainsi, certains peuvent essayer de taxer ses acteurs tandis que d'autres demandent d'interdire les commerçants informels des centres-villes. Pourtant, la logique inhérente aux acteurs informels travaillant dans une économie de marché et les implications sur la pauvreté des expulsions qui en résultent ont rarement été comprises (Brown & Msoka & Dankoco, 2015). Par exemple, les commerçants formels et informels sont étroitement liés par le commerce, l'externalisation et la concurrence (Mbaye & Benjamin & Gueye, 2017). En outre, les droits collectifs de propriété publique, y compris la terre, ont souvent été contestés et les pauvres des villes criminalisés. Dans la capitale Dakar, par exemple, une action collective avec un soutien politique a permis un dialogue qui a permis un équilibre entre gain

public et privé et de créer un espace hybride de la « rue » en tant que « ressource de pool collectif » (Brown, 2015).

5. Conclusion

La propagation du terrorisme islamiste en Afrique a été attisée par une combinaison de griefs localisés et de djihadisme transnational. La flexibilité tactique et stratégique des groupes terroristes a accru leur résilience (Faleg & Mustasilta, 2021). Au cours de la dernière décennie, le terrorisme en Afrique s'est propagé au-delà de ses points chauds traditionnels du Sahel, du bassin du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique vers les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest comme le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Mais aussi, jusqu'à présent, des « refuges sûrs » comme le Ghana et le Sénégal ont été de plus en plus menacés et ils doivent déjà supporter de lourds frais ultérieurs sociaux et économiques. L'Afrique subsaharienne a été la deuxième région du monde la plus touchée par le terrorisme meurtrier en 2019 selon le Global Terrorism Index (Faleg & Mustasilta, 2021).

L'impact économique mondial du terrorisme a augmenté des deux tiers entre 2008 et 2017 pour atteindre US$ 52 milliards. La part de l'Afrique dans le coût économique mondial du terrorisme est passée de 4,2 % en 2007 à 20,3 % en 2016. La même année, le coût économique du terrorisme en Afrique était estimé à US$ 15,5 milliards. Cela représente une augmentation de plus de dix fois depuis 2007. Cependant, il existe une énorme variation du coût entre les pays ciblés attaqués (UNDP, 2019).

L'impact du terrorisme sur l'économie a une incidence négative sur le secteur formel et un effet positif sur le secteur informel (Sekrafi & Abid &Assidi, 2020). L'économie souterraine avec toutes ses facettes ambivalentes, y compris la criminalité transnationale, est encore dominante dans de nombreux pays africains, notamment en Afrique de l'Ouest. Ce secteur est donc particulièrement préoccupant.

La croyance largement répandue selon laquelle la pauvreté produit des terroristes et que l'élimination de la pauvreté éliminerait le terrorisme est une simplification excessive. La pauvreté n'est pas corrélée à une incidence plus élevée d'attaques terroristes. De plus, les programmes de lutte contre la pauvreté ne constituent pas l'utilisation la plus efficace de ressources limitées pour lutter contre le terrorisme (Shinn, 2016). Cependant, la littérature scientifique internationale confirme que les États pauvres, faibles et défaillants sont plus vulnérables à l'extrémisme violent. Ce n'est pas des moindres parce que les dirigeants politiques ont tout intérêt à lier pauvreté et terrorisme. Après tout, cela sert à attirer davantage d'aide de la part de la communauté internationale des donateurs (Shinn, 2016). De nombreux facteurs peuvent déclencher le terrorisme parallèlement à la pauvreté, notamment la mauvaise gouvernance, la corruption, le népotisme, l'insécurité, les conflits locaux, les inégalités socio-économiques, la dégradation de l'environnement et la marginalisation politique (Shinn, 2016).

Bibliography

Abdisaid, Ali, M. (2016): Islamist Extremism in East Africa. *Africa Security Brief*, Washington, D.C., Africa Center for Strategic Studies, No. 32, 1 August 2016

Abid, M. & S. **Assidi** (2021): The impact of terrorism on formal and informal economy in African countries. *International Journal of* Finance & Economy, 2020, pp. 1–18

Ahmed, D. M. (2017): The impact of terrorism on Socio-economic development, a case study of Kenya's North Eastern region. University of Nairobi, MA dissertation, August 2017

Akanyisi, Joy Martha (2016): Terrorism in Africa: Its social and economic impacts in Kenya. University of Nairobi, Diss, October 2016

Akoda, Séna (2018): Togo's government to map all artisanal and illegal mines. *TogoFirst*, 20 September 2018

Akuoko, Philipa Birago & Vincent **Aggrey** & Anastasia **Amoako-Arhen** (2021): Ghana's informal economic sector in the face of a pandemic. *Social Sciences & Humanities Open*, vol. 3 (1), pp. 1-4

Aubyn, Festus Kofi (2021): The risk of violent extremism and terrorism in the coastal states of West Africa: Assessing Ghana's vulnerabilities, resilience and responses. *Accord*, African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), Durban, South Africa, December 10, 2021

Awudu, R. (2016): Assessment of the impact of drug trafficking on national security: A case study of Ghana. University of Ghana digital collections, September 2016

Azumah, F.D. & D.A. **Apau** & S. **Krampah** (2020): Strengthening public resilience and border security management against terrorism: A case study of Elubo border in the Western Region of Ghana. *African Journal of Terrorism and Insurgency Research*, vol. 1 (2), pp. 43-62

Baah-Boateng, William & Joann **Vanek** (2020): Informal workers in Ghana: A statistical snapshot. Accra: WIEGO, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing. Statistical Brief No 21, January 2020

Bamba, R. (2014): The emerging threats of terrorism in West Africa: An analysis of Ghana's response. Legon: University of Ghana, Dissertation, December 2014, 84 p.

Bayrakdar, Rahma & Jessica **Kocan** & Emily **Estelle** (2021): Africa File: Al Qaeda's Sahel branch escalates attacks. Washington D.C.: '*Critical Threats*'. American Enterprise Institute, 15 January 2021

BBC-news (2022): Ukraine and Russia 'war' 2022 reason: Ghana stand with Ukraine under Russia invasion, London: BBC (news in pidgin), 25 February 2022

Bennafla, Karine (2014): État et illégalisme : quelle géographie ? Une approche par les flux marchands depuis l'Afrique et le Moyen-Orient. *Annales de géographie*, 2014/6 (n° 700), pp. 1338-1358

Brockhoff, S. & T. **Krieger** (2015): Great expectations and hard times: The (nontrivial) impact of education on domestic terrorism. *Journal of Conflict Resolution*, vol 59 (7), pp. 1186-1215

Brown, A. (2015): Claiming the streets: Property rights and legal empowerment in the urban informal economy. *World Development*, vol. 76, December 2015, pp. 238-248

CHEDS (2018): Les composantes sociales dans la prévention et la lutte contre la radicalization djihadiste. Dakar : Centre des Hautes Études de Défense et de la Sécurité (CHEDS), Fondation Konrad Andenauer (KAS), Séminaire, livret 2, Septembre 2018

Christensen, Maya Mynster & Fiifi **Edu-Afful** (2019): Ghana's response to the threat of terrorism requires enhanced interoperability. Royal Danish Defense College, KAIPTC, *Policy Brief*, October 2019

Cooper, Karen & Clive **Walker** (2016): Security from terrorism financing: Models of delivery applied to informal value transfer systems, *The British Journal of Criminology*, vol. 56 (6), pp. 1125–1145

De Koker, L. (2006): Money laundering control and suppression of financing of terrorism: some thoughts on the impact of customer due diligence measures on financial exclusion. - *Journal of financial crime*, vol. 13 (1), pp. 26-50

Depagne, Rinaldo (2022): Principles or pragmatism? How to react to West Africa's slew of coups. OP-ED / AFRICA, 5 May 2022, Originally published in The *Georgetown Journal of International Affairs*

Diariso, B. (2019): L'économie criminelle dans les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest, *Afrique et Développement*, vol. 44, No. 3, pp. 31-54

Early, Bryan & Dursun **Peksen** (2019): Searching in the shadows: The impact of economic sanctions on informal economies. *Political Research Quarterly*, vol 72 (4), pp. 821--834

Faleg, Giovanni & Katariina **Mustasilta** (2021): Salafi-Jihadism in Africa: A winning strategy. EU Institute for security studies (EUISS), 2 June 2021, pp. 1-8

Frimpong, A. (2016): Suicide terrorism: Perspectives from Muslims in Northern Ghana. *Journal of Public Administration and Governance*, vol. 6 (2) 2016, pp. 115-127

Gbadamosi, Nosmot (2022): Biya Bets on Russia. *Foreign Policy*, Africa Brief, 27 April 2022

GIABA (2017) : Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Paris : Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest

Greven, Thomas (2017): Organizing the Informal Economy in Senegal. In: Xaxa, V., Saha, D., Singha, R. (eds) Work, Institutions and Sustainable Livelihood. Palgrave Macmillan, Singapore, pp. 303–322

Guerin, Olivier Louis & Florence **Bonnet** (2020) : Diagnostic de l'économie informelle au Sénégal**.** Geneva : Organisation internationale du Travail (ILO), 3 February 2020

Guidère, M. (2017) : Atlas du terrorisme islamiste. D'Al-Qaida à Daech. Paris : *Autrement*, 2017, p.95

GTI (2022): Global Terrorism Index. OCAH, *Reliefweb*, Institute for Economics and Peace (IEP), Maryland, USA

Ilyas, S. & B. **Mehmood** & R **Aslam** (2017): Terrorism and poverty: double trouble for macroeconomic performance in African countries. *African Journal of Economic Review*, vol. 5 No. 1 (2017), pp. 1-13

Johansen, Raggie (2006): Child trafficking in Ghana. *Perspectives*, Issue: 1 pp.: 4-7

Kinyanjui, S. (2022): Determining the impact of terrorism on foreign direct investment in Kenya. *New Innovations in Economics, Business and Management*, vol. 5 (4), pp. 1–15

Kirui, Moutor & Festus **Kipkorir** (2019): Economic impact of terrorism in Kenya**.** Northcentral University, La Jolla, California, Dissertation

Kohnert, Dirk & Laurence **Marfaing** (2019): Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics. MPRA WP, No. 92739

Kohnert, Dirk (2000): Informalität als Normalität - Zur Verflechtung von Parallelwirtschaft und Gesellschaft in Afrika. Paper, invited for the conference "Afrika Works?!", Goethe-Forum, München, 21–22 Nov. 2000. MPRA paper 980

Koomson, Bernard & Dawuda **Abdulai** (2021): Putting childhood in its place: Rethinking popular discourses on the conceptualisation of child trafficking in Ghana. *Anti-trafficking Review*, no. 16 (2021), Special Issue - Trafficking in Minors

Kwarkye, Sampson (2022): West African coastal terror attacks: just the tip of the iceberg. *ISS Today*, Pretoria: Institute for Security Studies, 9 March 2022

Kwarkye, Sampson & Ella Jeannine **Abatan** &Michael **Matongbada** (2019): Can the Accra Initiative Prevent Terrorism in West African Coastal States?, Institute for Security Studies (South Africa), 30 September 2019

Laplace, Manon (2018): Terrorisme au Sénégal : l'imam Ndao relaxé, jusqu'à vingt ans ferme pour les 29 co-prévenus. *Jeune Afrique*, 19 July 2018

Levi, Michael (2010): Combating the financing of terrorism: A history and assessment of the control of 'Threat Finance', *The British Journal of Criminology*, vol. 50 (4), pp. 650–669

Lind, Jeremy & Jude **Howell** (2010): Counter-terrorism and the politics of aid: Civil society responses in Kenya. *Development and Change*, 41(2), pp. 335–353

Mbaye, A.A. & N.C. **Benjamin** & F. **Gueye** (2017): The interplay between formal and informal firms and its implications on jobs in Francophone Africa: Case studies of Senegal and Benin. In: Polese, A., Williams, C., Horodnic, I., Bejakovic, P. (eds) The Informal Economy in Global Perspective. International Political Economy Series. Palgrave Macmillan, pp. 213-231

Mahajan, R. (2021): Exploring maritime border disputes using the issues approach: Comparative analysis of Ghana-Ivory Coast and Kenya-Somalia. Uppsala University, Dissertation, 96 p.

Marfaing, Laurence & M. **Sow** (1999) : Les opérateurs économiques au Sénégal: entre le formel et l'informel, 1930-1996. Paris : Karthala, 290 p.

Mazrui, Ali Al'Amin (2004): Nkrumah's legacy and Africa's triple heritage between globalization and counter-terrorism. Ghana Universities Press, 2000, 72 p.

Medina, Leandro & Andrew W **Jonelis** & Mehmet **Cangul** (2017): The informal economy in Sub-Saharan Africa: Size and determinants. Washington D.C.: IMF WP No. 2017/156

Mendy, Alphonse (2001) : Goorgoorlou: Survivant de la dévaluation. Dakar Ponty: Atelier Fons

Meservey, Joshua (2021): Salafis, Sufis, and the contest for the future of African Islam. The Heritage Foundation, 30 July 2021

Muqthar, Mutaru Mumuni (2022): The threat of violent extremism to coastal states: Ghana's exposure to violent extremism. Accra: West Africa Centre For Counter-Extremism (WACCE), West Africa Report: Ghana No. 003/2022

Muragu, M. M. & I. N. **Nyadera** & C.W. **Mbugua** (2021): Gearing up for the new normal: Kenya's tourism sector before and after the COVID-19 pandemic, *Journal of Policy Research in Tourism, Leisure and Events*, March 2021, pp. 1-19

Murunga, J. & M.S. **Muriithi** & N.W. **Wawire** & C. **Nsiah** (2021): Estimating the size of the informal sector in Kenya. *Cogent Economics & Finance*, vol. 9 (1), pp. 1-15

Ndirangu, Kariuki John (2020): Effect of partnerships between Nairobi city county and informal sector traders on business continuity in Kenya. Gretsa University, BA dissertation, November 2020

Ngala Chome (2019): From Islamic reform to Muslim activism : The evolution of an Islamist ideology in Kenya, *African Affairs*, vol. 118, Issue 472, July 2019, pp. 531–552

Namaïwa, Boubé (2017) : Le djihadisme au Sahel : enjeux et perspectives. *Africa Development*, vol. 42 (3), pp. 197-217

Noubissi, Edmond & Henri **Njangang** (2020): The impact of terrorism on agriculture in African countries. *African Development Review*, vol. 32 (4), pp. 730-743

Nurunnabi, Mohammad & Asma **Sghaier** (2018): Socioeconomic determinants of terrorism. DOME – *Digest of Middle East Studies*, vol. 27 (2), pp. 278-302

OEC (2022): OEC world profiles: Russia – Ghana. Boston: Observatory of Economic Complexity (OEC)

Omenma, Tochukwu J. & John Chidubem **Nwaogaidu** & Felicia Osondu **Okwueze** (2020): Terrorism trends in Africa. *Africa Insight*, vol. 50 (1), pp. 164-180

ONUDC (2013) : Criminalité Transnationale Organisée en Afrique de l'Ouest : Une Evaluation des Menaces. Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC).

Osei-Boateng, Clara & Edward **Ampratwum** (2011): The Informal Sector in Ghana. Accra: FES, Friedrich Ebert Foundation, October 2011

Reuters (2018): Factbox: Russian military cooperation deals with African countries. London: Reuters staff

Robert, Anne-Cécile (2002): 'If led to change, we would have elected a goat': The people's hero: Goorgoorlou. *Le Monde diplomatique*, February 2002

Saltmarsh, Matthew (2022): UNHCR calls for urgent support to assist almost 16,000 newly displaced in Burkina Faso who fled the massacre. Geneva: UNHCR

Seck, Fatoumata (2018) Goorgoorlou, the neoliberal homo senegalensis: comics and economics in postcolonial Senegal, *Journal of African Cultural Studies*, vol. 30 (3), pp. 263-278

Sekrafi, Habib & Mehdi **Abid** &Soufiene **Assidi** (2020): The impact of terrorism on formal and informal economy in African countries. *International Journal of Finance & Economy*, vol. 26 (1), pp. 1163-1180

Shinn, David (2016): Poverty and terrorism in Africa: The debate continues. *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 17 (2), pp. 16-22

Simen, Serge Francis (2018) : Dynamique de l'entrepreneuriat informel au Sénégal: caractéristiques et particularités. Communication dans un congrès. École Supérieure Polytechnique de Dakar, 31 p.

Soto, Hernando de (1989): The other path: the economic answer to terrorism. New York : Basic Books, 273 p.

Speckhard, Anne &Ardian **Shajkovci** (2019): The jihad in Kenya: Understanding Al-Shabaab recruitment and terrorist activity inside Kenya - in their own words. *African Security*, vol. 12 (1), pp. 3-61

starrfmonline (2017): 100 Ghanaians join ISIS – Minority. *GhanaWeb.com*; *starrfmonline.com* (no author quoted), 10 October 2017

Thiao, Abdou & Souleymane **Ouonogo** (2021) : La mobilisation des ressources fiscales en Afrique subsaharienne – Quel rôle des flux financiers illicites ? (Tax mobilization in sub-Saharan Africa : Do illicit financial flows matter ?), *Revue Internationale des Économistes de Langue Française*, vol. 6 (1), pp. 61-78

UNDP (2019): Measuring the economic impact of violent extremism leading to terrorism in Africa. New York: UNDP report, 2019. Institute for Economics and Peace

Woodward, M. & M. S. **Umar** & I. **Rohmaniyah** & M. **Yahya** (2013): Salafi violence and Sufi tolerance? Rethinking conventional wisdom. *Perspectives on Terrorism*, vol. 7 (6), pp. 58-78

ZamWild (2022): Burkina army ruler visits attack survivors as anger at army grows. *ZamWild*, Lusaka: Kogonuso Media and News Network, (no author quoted), 16 June 2022

Abstract: [*The impact of Islamist terrorism on Africa's informal economy: Kenya, compared with Ghana and Senegal*] -- Sub-Saharan Africa emerged in the past years as a global epicentre of Islamist terrorism. The impact of terrorism on the economy has a negative bearing on the formal and a positive effect on the informal sector. Among other things, this is due to the poorly diversified development economies of African countries and the class-specific impact of terrorism on welfare. This concerns not only a drop in sales, income and employment and rising transaction costs in the affected sectors but also increasing poverty, hunger and hardship for the poor and needy. Transnational terrorism amplifies both the negative and the positive effects. African countries that have suffered severely from these attacks include Somalia, Kenya, Nigeria, Mali, Burkina Faso, South Sudan, Libya and Egypt. But even West African countries such as Ghana and Senegal which have been spared so far from terrorist attacks, the menace is growing, and economic effects are already tangible. Since the informal sector, i.e. the shadow economy with all its ambivalent facets, including cross-border crime, is still dominant in many African countries, especially in West Africa, this sector is of particular importance. It is still one of the largest in the world. The fight against Islamist terrorism is not just a military issue. In the economic sphere too it should be fought at its roots. Since most of the African poor live in and from the informal sector, which is also a breeding ground for criminal activities such as human trafficking of all kinds, money laundering and terrorists, they suffer the most from the negative consequences. Terrorists' sources of funding often derive from the proceeds of illegal trade. The close ties between criminal and terrorist groups can undermine the very foundations of the republican state and weaken democratic institutions.

Zusammenfassung: [*Die Auswirkungen des islamistischen Terrorismus auf die informelle Wirtschaft Afrikas: Kenia im Vergleich zu Ghana und Senegal*] -- Afrika südlich der Sahara hat sich in den vergangenen Jahren zum globalen Epizentrum des islamistischen Terrorismus entwickelt. In den Volkswirtschaften Afrikas wirkt sich Terrorismus in der Regel negativ auf den formellen und positiv auf den informellen Sektor aus. Dies ist unter anderem auf die wenig diversifizierte Entwicklungsökonomien afrikanischer Länder und die klassenspezifischen Auswirkungen des Terrorismus auf die Wohlfahrt zurückzuführen. Dieses betrifft nicht nur Umsatz-, Einkommens- und Beschäftigungsrückgang, steigende Transaktionskosten in den betroffenen Sektoren sondern auch zunehmende Armut, Hunger und Not für die Armen und Bedürftigen. Der transnationale Terrorismus verstärke sowohl die negativen als auch die positiven Effekte. Zu den Ländern, die schwer unter diesen Angriffen litten, gehören Somalia, Kenia, Nigeria, Mali, Burkina Faso, Südsudan, Libyen und Ägypten. Aber auch in bisher von Terroranschlägen verschonten westafrikanischen Staaten, wie Ghana und Senegal, wächst die Bedrohung und die wirtschaftlichen Auswirkungen sind bereits spürbar. Da der informelle Sektor, d.h. die Schattenwirtschaft mit all ihren ambivalenten Facetten, einschließlich grenzüberschreitender Kriminalität, in vielen afrikanischen Ländern, insbesondere in Westafrika, immer noch dominant ist, ist dieser Sektor von besonderer Bedeutung. Er zählt nach wie vor zu den größten der Welt. Der Kampf gegen den Terrorismus ist nicht nur eine militärische Frage. Auch im wirtschaftlichen Bereich muss er an seinen Wurzeln bekämpft werden. Da die meisten afrikanischen Armen in und vom informellen Sektor leben, der auch ein Nährboden für kriminelle Aktivitäten wie Menschenhandel aller Art, für Geldwäsche und für Terroristen ist, leiden sie am meisten unter den negativen Folgen. Die Finanzierungsquellen der Terroristen leiten sich oft aus den Erträgen des illegalen Handels ab. Die engen Verbindungen zwischen kriminellen und terroristischen Gruppen können die Grundlagen des republikanischen Staates angreifen und demokratische Institutionen schwächen.